

Des « vols spéciaux » mensuels

MIGRATION Le secrétaire d'Etat Francken précise ses projets politiques

- Un leitmotiv : protéger les plus vulnérables, être plus strict avec les délinquants.
- Deux cas pratiques : les mineurs et les « vols spéciaux ».

Ce 18 décembre, à l'occasion de la journée internationale des migrants, le secrétaire d'Etat à l'Asile Theo Francken (N-VA) a visité le centre d'accueil pour les mineurs étrangers non accompagnés (Mena) à Neder-over-Hembeek.

Ce centre d'observation et d'orientation organise le premier accueil des mineurs étrangers. Trente-trois jeunes y logent actuellement, principalement des garçons (26 contre 7 filles). Ils proviennent surtout d'Afghanistan (16) mais aussi du Congo, de Guinée, de Somalie et du Soudan.

Theo Francken a souligné que l'accompagnement et la protection des mineurs sont « une priorité » pour ce gouvernement. Le secrétaire d'Etat a aussi épingle le « rôle de leader » de notre pays en Europe sur cette thématique. Guidé par le personnel du centre, Francken a visité les moindres recoins du bâtiment, de la salle de classe – où il a assisté à un cours sur la Belgique – aux dortoirs en passant par la cuisine et la blanchisserie.

Davantage de vols collectifs

« C'est important de venir sur le terrain, je me suis par exemple rendu compte qu'il manquait de vêtements d'hiver pour les enfants », a-t-il commenté. Le secrétaire d'Etat a discuté longuement – et principalement en français – avec les différents membres du personnel du centre.

Francken a aussi discuté avec quelques jeunes du centre, notamment Asya (prénom d'emprunt), une Afghane de 15 ans arrivée en Belgique il y a quinze jours. Cette dernière lui a donné un dessin symbolisant la situation critique de son pays (lire son témoignage ci-contre).

Concernant la suppression de nombreuses places d'accueil pour les réfugiés dans le réseau Fedasil, le secrétaire d'Etat a assuré qu'elle n'affecterait pas les Mena. « Il y a de la place pour tous les demandeurs d'asile », a-t-il insisté. « La crise de 2012 est aujourd'hui terminée en Belgique, et j'en suis très content. Il n'y a donc pas besoin de nouvelles places, et tous les ministères doivent faire des efforts. »

Un autre projet de Francken a été dévoilé dans le quotidien flamand *Het Laatste Nieuws* : mercredi, un vol spécial a atterri en Albanie avec 38 illégaux expulsés de Belgique à son bord. Parmi ceux-ci, 30 étaient connus des services d'ordre public. En novembre, 19 Congolais avaient été rapatriés de la même manière. Ces « special flights », comme on les appelle, sont une priorité pour Theo Francken : « En 2015 je veux que ce genre de vol soit organisé chaque mois », a-t-il annoncé au *Standaard*.

Le secrétaire d'Etat a commenté ce jeudi : « Il faut être plus attentif pour les profils vulnérables. Par contre, pour ceux qui vont en prison, il faut être plus strict. » Interrogé à propos des casseroles qui ont terni le début de son mandat (présence à l'anniversaire du VMO Bob Maes, propos questionnant la valeur ajoutée des diasporas congolaise et algérienne...), Francken cible l'opposition PS à la Chambre :

« Madame Onkelinx s'attaque à certains membres de la N-VA en espérant toucher le MR. Que les francophones me donnent une chance, ils pourront juger mon travail à la fin de mon mandat. » ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

TÉMOIGNAGE

Asya, 15 ans : « Mon pays n'est pas sûr »

Elle n'a pas tremblé, quand elle a donné un dessin représentant son pays d'origine, l'Afghanistan, au secrétaire d'Etat. Asya (prénom d'emprunt), une adolescente de 15 ans arrivée en Belgique il y a deux semaines, lance à Theo Francken : « Il n'y a pas d'avenir pour moi là-bas. Il faut que vous compreniez que ce pays n'est pas sûr, c'est ici que je veux faire ma vie. »

Asya a quitté sa terre de naissance avec pour seule compagnie, son frère du même âge qu'elle. Ils ont fait le trajet ensemble – en avion, en bus, en train. Leurs parents sont restés en Afghanistan. « Je veux travailler dans la chanson, ce qui n'est pas accepté là-bas », explique-t-elle en anglais. J'ai reçu des menaces de mort de la part de talibans. Ici, j'espère pouvoir chanter autant que je le souhaite. » Asya restera environ un mois au centre de premier accueil de Neder-over-Hembeek. L'équipe a pour mission de déceler d'éventuelles vulnérabilités afin de pouvoir l'orienter vers la structure d'accueil la plus adaptée à ses besoins. Un tuteur sera désigné : il aidera Asya dans toutes ses démarches.

A.-C.B.

Calais Contre le « mur de la honte »

CALAIS

CORRESPONDANCE

Le 18 décembre marque la journée internationale des migrants. A cette occasion, plusieurs collectifs de soutien aux migrants de Calais se sont réunis pour protester contre l'érection d'un mur autour du port de la ville. Récit d'une situation humanitaire qui devient de moins en moins tenable.

Avec sa pancarte : « Royaume-Uni : laissez-les entrer ! », Lise Peretz se fonde très facilement parmi les manifestants. Il faut tendre un peu l'oreille pour constater qu'elle est britannique. Elle a fait la route depuis Oxford pour venir manifester. Son but est simple : représenter le collectif « Barbed Wire Britain » dont la mission principale est de lutter contre les maltraitements faites aux migrants. Elle porte aussi un message : « *Je suis désolée de ce que mon gouvernement est en train de faire en France.* »

Par ces mots, il faut comprendre l'érection d'un mur sur le périmètre du port de Calais afin de renforcer des barrières déjà existantes. Le ministre britannique de l'im-

migration juge en effet les clôtures actuelles « *inadéquates* » et « *trop faciles à escalader* », une réflexion qui a quelque peu agacé le ministre français de l'intérieur : Bernard Cazeneuve au mois d'octobre dernier. Alors quand ce dernier fait remarquer à la Grande-Bretagne son manque de responsabilité sur la question migratoire, il n'en faut pas moins aux Britanniques pour mettre 15 millions d'euros sur la table. C'est cet argent qui est utilisé pour ériger une barrière de plus autour du port de Calais.

Cette barrière, les collectifs de soutien aux migrants l'ont baptisé « mur de la honte ». Guy Bedos, humoriste venu soutenir le cortège des manifestants, dénonce surtout le fait que ce mur se construise « *sous un gouvernement qui se prétend de gauche* ».

Un rêve : l'Angleterre

Mais au-delà du mur, ce qui préoccupe de plus en plus les associations caritatives, c'est l'augmentation spectaculaire du nombre de migrants bloqués à Calais et rêvant d'accéder à l'Angleterre. Ce chiffre est passé de 1.500 à 2.300 personnes en l'espace de

moins d'un mois. Avec cette hausse impressionnante de la population de migrants, les esprits s'échauffent plus vite et les cas de délinquance provoqués par des migrants se multiplient, d'après les forces de police.

Dans ces violences, on compte bien souvent des morts. Les causes de ces drames sont multiples : la victime a pu être poignardée ou avoir reçu une balle au thorax. La majorité des décès chez les migrants reste cependant due à des accidents de la route.

Pour ne pas oublier ces victimes, le collectif « Stop violence » a nommé chaque migrant mort sur le sol de Calais en 2014. Pendant que l'on égrène leurs noms, la foule fait silence. On se croirait à une cérémonie du 11 novembre. Sauf qu'au lieu de conclure l'hommage à chaque personne disparue par un « *mort pour la France* », on entend un « *mort en tentant de traverser l'autoroute, le chauffeur ne s'est pas arrêté* ». Quand cette litanie macabre s'achève, le collectif « Stop violence » conclut par ce qui semble désormais être une évidence : « *Cette frontière tue.* » ■

RÉMI DECLERCK